

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 109
N° 28

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 19
no Titema 1960**ABONNEMENTS**

	Un an	Six mois	3 mois
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger.	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne. 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne. 7 fr.
Publication de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc. 7 fr.

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Pages

- 1960 8 déc. Décret n° 60-1299 décidant de soumettre un
projet de loi au referendum. (Arrêté de pro-
mulgation n° 2553 AAE du 10 décembre 1960)
(Suivi du projet de loi). 707
- 8 déc. Décret n° 60-1300 portant extension à titre
exceptionnel de la procédure visée par les
articles 34 à 39 du code électoral aux caté-
gories d'électeurs prévues par les articles 12,
13 et 14 dudit code. (Arrêté de promulgation
n° 2553 AAE du 10 décembre 1960). 708
- 8 déc. Décret n° 60-1306 portant organisation du refe-
rendum. (Arrêté de promulgation n° 2579 AAE
du 14 décembre 1960). 708
- 10 déc. Arrêté interministériel fixant les conditions dans
lesquelles les militaires servant dans les dé-
partements algériens, les départements des Oasis
et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la
Guyane, de la Martinique, de la Réunion et
dans les territoires d'outre-mer pourront, à
l'occasion du referendum, exercer leur droit
de vote au lieu de stationnement de leur
unité. (Arrêté de promulgation n° 2579 AAE
du 14 décembre 1960). 709
- 12 déc. Décret n° 60-1319 portant adaptation aux dé-
partements et territoires d'outre-mer des dis-
positions du décret n° 60-1318 du 8 décembre
1960 fixant les conditions dans lesquelles les
partis politiques pourront participer à la cam-
pagne en vue du referendum. (Arrêté de pro-
mulgation n° 2579 AAE du 14 décembre
1960). 710

- 1960 13 déc. Décret n° 60-1324 portant organisation du scrutin
pour le referendum. (Arrêté de promulgation
n° 2598 AAE du 16 décembre 1960). 711
- 13 déc. Décret n° 60-1326 fixant les conditions d'ap-
plication dans les territoires d'outre-mer des
dispositions du décret n° 60-1324 du 13 dé-
cembre 1960 portant organisation du scrutin
pour le referendum. (Arrêté de promulga-
tion n° 2598 AAE du 16 décembre 1960). 712

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

- 16 déc. Arrêté n° 2599 AAE fixant les modalités d'ap-
plication pour l'organisation du referendum
du 8 janvier 1961. 713
- Extraits. 714

AVIS OFFICIELS

- Service des douanes.— Calendrier des ventes de vanille pour
1961. 715

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

**ARRÊTÉ n° 2553 AAE promulguant des actes du pouvoir
central.**

(Du 10 décembre 1960.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Officier de la Lé-
gion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire en Polynésie française, article 237 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu les télégrammes n° 70051 et 70052 du 9 décembre 1960 du ministre d'Etat, chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués dans le territoire, pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

- le décret n° 60-1299 du 8 décembre 1960 décidant de soumettre un projet de loi au referendum ;

- le décret n° 60-1300 du 8 décembre 1960 portant extension à titre exceptionnel de la procédure visée par les articles 34 à 39 du code électoral aux catégories d'électeurs prévues par les articles 12, 13 et 14 dudit code.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 10 décembre 1960.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

J. HUBER.

ARRÊTÉ n° 2579 AAE *promulguant des actes du pouvoir central.*

(Du 14 décembre 1960.)

Le Gouverneur hors classe de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire en Polynésie française, article 237 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu les télégrammes n° 70.055 et 70.060 des 10 et 13 décembre 1960 et n° 70.057 et 70.058 du 13 décembre 1960 ; du ministre d'Etat, chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués dans le territoire pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

- le décret n° 60-1306 du 8 décembre 1960 portant organisation du referendum ;

- l'arrêté interministériel du 10 décembre 1960 fixant les conditions dans lesquelles les militaires servant dans les départements algériens, les départements des Oases et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et dans les territoires d'outre-mer pourront, à l'occasion du referendum, exercer leur droit de vote au lieu de stationnement de leur unité ;

- le décret n° 60-1319 du 12 décembre 1960 portant adaptation aux départements et territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 60-1318 du 8 décembre 1960 fixant les conditions dans lesquelles les partis politiques pourront participer à la campagne en vue du referendum.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié, selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Papeete, le 14 décembre 1960.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2598 AAE *promulguant des actes du pouvoir central.*

(Du 16 décembre 1960.)

Le Gouverneur hors classe de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire en Polynésie française, article 237 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu les télégrammes n° 70.061 et 70.062 du 15 décembre 1960 du ministre d'Etat, chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont promulgués dans le territoire pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

- le décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960 portant organisation du scrutin pour le referendum ;

- le décret n° 60-1326 du 13 décembre 1960 fixant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer des dispositions du décret 60-1324 du 13 décembre 1960 portant organisation du scrutin pour le referendum.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 16 décembre 1960.

A. GRIMALD.

DÉCRET n° 60-1299 décidant de soumettre un projet de loi au referendum.

(Du 8 décembre 1960.)

Le Président de la République,

Sur proposition du gouvernement,

Vu les articles 11, 19 et 60 de la constitution ;

Le conseil constitutionnel consulté dans les conditions prévues par l'article 46 de l'ordonnance portant loi organique du 7 novembre 1958,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le projet de loi annexé au présent décret délibéré en conseil des ministres après avis du conseil d'Etat sera soumis au referendum le 8 janvier 1961 conformément aux dispositions de l'article 11 de la constitution.

Art. 2. — Les électeurs auront à répondre par " OUI " ou " NON " à la question suivante :

« Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le Président de la République et concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination ? ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 1960.

C. DE GAULLE.

ANNEXE

PROJET de LOI concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination.

Article 1^{er} :

Alinéa 1^{er}. — Dès que les conditions de sécurité en Algérie permettront d'y rétablir le plein exercice des libertés publiques, les populations algériennes feront connaître par voie de consultation au suffrage direct et universel, le destin politique qu'elles choisiront par rapport à la République française.

Alinéa 2. — Les conditions de cette consultation seront fixées par un décret pris en conseil des ministres.

Alinéa 3. — Les actes qui seraient éventuellement établis en conséquence de l'autodétermination seront soumis au peuple français conformément aux procédures constitutionnelles.

Article 2 :

Jusqu'à l'accomplissement de l'autodétermination tel que prévu à l'article premier, des décrets pris en conseil des ministres régleront l'organisation des pouvoirs publics en Algérie suivant les dispositions de l'article 72 de la Constitution et d'après les conditions suivantes :

Paragraphe A : Attribuer aux populations algériennes et à leurs représentants les responsabilités relatives aux affaires algériennes tant par l'institution d'un organe exécutif et d'assemblées délibérantes ayant compétence pour l'ensemble des départements algériens, que par celle d'organes exécutifs et délibérants régionaux et départementaux appropriés.

Paragraphe B : Assurer la coopération des communautés ainsi que les garanties appropriées à chacune d'elles.

Paragraphe C : Instituer des organismes ayant compétence relativement aux domaines concernant en commun la métropole et l'Algérie et assurer au sein de ces organismes la coopération des représentants de la métropole et des représentants de l'Algérie.

FAAUERAA MANA numera 60-1299, o tei faaoti ia tuu hia te ho'e opuaraa ture, i te uiuira mana'o o te huiraatira (referendum).

(No te 8 o titema 1960)

Te Peretetini o te Hau Repupirita,

Na ni'a i te aniraa a te Faatereraa Hau,

Iau i te mau irava ture 11, 19 e te 60 a te faati'araa ture a te Hau ;

I muri iho i te uiraa hia te mana'o o te apoora faati'araa ture a te Hau, iau i te mau faataaraa a te irava ture 46 no te 7 o noema 1958,

Ua faaoti hia :

Irava 1. — Te mau opuaraa ture, i apiti hia i teie faaotiraa mana, o tei rave hia i roto i te apoora a te mau faatere hau nui (Conseil des ministres) mai te horo'a to'a mai te apoora rahi a te hau (Conseil d'Etat) i tona mana'o, e tuu hia ia i mua i te aro o te huiraatira na roto i te ho'e uiuira mana'o (referendum) o te tupu i te 8 o tenuare 1961, iau i te mau faataaraa o te irava 11 no te faati'araa ture a te hau.

Irava 2. — E pahono mai te mau taata ti'araa ma'iti : « Oui » aore ra « Non » (« e » aore ra « aita ») i te uiraa i muri nei :

« E faarii anei outou i te opuaraa ture i tuu hia e te Peretetini o te hau Repupirita, i mua i te huiraatira farani, no ni'a i te ho'e uiraa mana'o i te huiraatira o te fenua Algérie no ni'a i te huru faatereraa o ta ratou e hinaaro (autodétermination), e tae noatu to'a ho'i i te mau faanahoraa a te hau, o te tano ia rave hia i te fenua Algérie, hou faatupu hia ai te uiuira mana'o no te huru faatereraa o ta ratou e hinaaro ? (autodétermination).

Irava 3. — E pia hia, teie faaueraa mana i roto i te ve'a a te hau Repupirita.

Rave hia i Paris i te 8 no titema 1960.

Charles de GAULLE.

TE PARAU I APITI HIATU

OPUARAA TURE no ni'a i te ho'e uiraa mana'o i te huiraatira no Algérie no ni'a i te huru faatereraa o ta ratou e hinaaro, e tae noatu to'a ho'i, i te mau faanahoraa a te Hau i Algérie, hou a rave hiatu ai te uiraa mana'o.

Irava 1 :

Faataaraa matamua. — Ia tae i te taima e ite hia ai te oraraa hau i Algérie, ia nehenehe e faatupu i te mau ohipa na roto i te ti'ama, e faaite mai te huiraatira o Algérie, na roto i te ho'e ma'itiraa e faatupu hia, i te huru faatereraa o ta ratou e hinaaro e rave e te Hau Repupirita Farani.

Faataaraa piti. — E faataa hia tu, te mau huru faanahoraa o teie ma'itiraa, na roto i te ho'e faaueraa mana a te apoora a te mau Faatere Hau Nui.

Faataaraa toru. — Te mau ohipa ato'a e faatupu hia, iau i teie uiuira mana'o no te huru faatere raa, e tuu hiatu ia,

i mua i te feruriraa o te huiraatira farani, iau i te mau faa-taaraa a te mau faati'araa ture a te hau.

Irava 2 :

Hou a tupu atu ai teie uiuiraa mana'o no te huru fautereraa, mai tei tatara hia tu i te irava 1, na te mau faaueraa mana e rave hia e te apooraa Faatere Hau Nui, e faanaho i te huru tereraa ohipa a te Hau i Algérie, iau i te irava 72 o te faa-ti'araa ture a te Hau, mai teie te huru :

Tuhaa parau A. — Te horo'araa i roto i te rima o te huiraatira no Algérie, e i roto to'a ho'i i te rima o to ratou mau mana i ma'iti hia, i te mau hopoi'a no te mau ohipa no te fenua Algérie, na roto i te faatupuraa i te ho'e upoo no te faatere ohipa, e te tahi mau apooraa no te tuatapaparaa ohipa, e ia aifaito to ratou mau mana no te taato'araa o te mau tuhaa fenua o Algérie, na roto to'a ho'i i te faatupuraa i te ho'e upoo faatere e te tahi atu no te tuatapaparaa ohipa i roto i te mau faatuhaa raa fenua o Algérie.

Tuhaa parau B. — Faatupuraa i te mau taho'eraa ohipa i rotopu i te mau nunaa e te mau haapapuraa ti'ama e au i te reira mau tuhaa ohipa.

Tuhaa parau C. — Faatupuraa i te tahi mau amaa ohipa o te haapa'o i te mau ohipa e rave apiti hia e te hau metua e te fenua Algérie, te haapapuraa i roto i taua mau amaa ohipa ra i te taho'eraa ohipa i rotopu i te ti'ati'a o te hau metua e te mau ti'ati'a o te fenua Algérie.

DÉCRET n° 60-1300 portant extension à titre exceptionnel de la procédure visée par les articles 34 à 39 du code électoral aux catégories d'électeurs prévues par les articles 12, 13 et 14 dudit code.

(Du 8 décembre 1960.)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des armées et du secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la communauté ;

Vu la constitution et notamment son article 37 ;

Vu le décret 60-1252 du 28 novembre 1960 fixant les règles et les formes de la prochaine révision des listes électorales et portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 25 à 28 du code électoral ;

Le conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Pour la révision des listes électorales instituée par le décret susvisé du 28 novembre 1960 la procédure fixée par les articles 34 à 39 du code électoral et les dispositions correspondantes applicables dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura et dans les territoires d'outre-mer, est, à titre exceptionnel, étendue aux catégories d'électeurs visées aux articles 12, 13 et 14 dudit code.

Art. 2. — Le ministre d'Etat, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des armées et le secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la communauté sont chargés, chacun

en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 1960.

Michel DEBRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat,

Robert LECOURT.

Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,

Louis JOXE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Edmond MICHELET.

Le ministre des affaires étrangères,

Maurice COUVE DE MURVILLE.

Le ministre de l'intérieur,

Pierre CHATENET.

Le ministre des armées,

Pierre MESSMER.

Le secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté,

Jean FOYER.

DECRET n° 60-1306 portant organisation du referendum.

(Du 8 décembre 1960)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des armées et du secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté ;

Vu la Constitution et notamment son article 60 ;

Vu le décret en date du 8 décembre 1960 décidant de soumettre un projet de loi au referendum ;

Vu l'ordonnance 58-1967 du 7 novembre 1958 modifiée par l'ordonnance 59-223 du 4 février 1959 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et notamment ses articles 46 à 51 ;

Le Conseil constitutionnel consulté ;

Le Conseil des ministres entendu,

Décrète :

TITRE Ier

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Le corps électoral appelé par décret susvisé du 8 décembre 1960 à se prononcer sur le projet de loi soumis au referendum décidera à la majorité des suffrages exprimés. Tous les nationaux français jouissant de la capacité électorale, qu'ils soient établis sur le territoire de la République ou en dehors de ce territoire participent au referendum. L'exercice du droit de vote est subordonné à l'inscription sur une liste électorale. Le vote par correspondance et le vote par procuration seront admis dans les conditions prévues par le code électoral et par les textes particuliers qui en règlent l'exercice dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura et dans les territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les militaires servant dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion et dans les territoires d'outre-mer ainsi que les personnes habilitées à résider avec eux pourront exercer leur droit de vote au lieu de stationnement de leur unité dans les conditions qui seront déterminées par arrêté du ministre des armées et des ministres compétents.

TITRE II

ORGANISATION DU SCRUTIN ET RECENSEMENT DES VOTES

Art. 3. — Il sera mis à la disposition des électeurs à l'exclusion de tous autres, deux bulletins de vote imprimés sur papier blanc dont l'un portera la réponse « OUI » et l'autre la réponse « NON ».

Dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion et dans les territoires d'outre-mer, ces bulletins seront imprimés sur des papiers de couleurs différentes. Des arrêtés des représentants du Gouvernement de la République fixeront les couleurs adoptées.

Art. 4. — Des décrets détermineront les conditions dans lesquelles se déroulera le scrutin ainsi que la composition et le ressort des commissions chargées de centraliser les résultats. Ces commissions seront présidées par des magistrats de l'ordre judiciaire.

Art. 5. — Les présidents des commissions visées à l'article précédent devront se tenir en liaison avec les délégués que le conseil constitutionnel aura pu désigner dans les conditions fixées à l'article 48 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 susvisée. Ils fourniront toutes informations et communiqueront tous documents que lesdits délégués jugeraient utiles pour l'accomplissement de leur mission.

Art. 6. — Le recensement général des votes sera effectué par le conseil constitutionnel et à son siège.

Art. 7. — Le conseil constitutionnel annonce dès qu'il le juge possible les résultats provisoires du referendum.

TITRE III

RECLAMATIONS

Art. 8. — Tout électeur admis à participer au referendum aura le droit de contester la régularité des opérations en faisant porter au procès-verbal des opérations de vote mention de sa réclamation.

Le Représentant du Gouvernement de la République devra dans un délai de 48 heures suivant la clôture du scrutin déférer directement au conseil constitutionnel, au besoin par voie télégraphique, les opérations d'une circonscription de vote dans laquelle les conditions et formes légales ou réglementaires n'auraient pas été observées.

Le Conseil constitutionnel examinera et tranchera définitivement les réclamations dont il aura été saisi dans les conditions ci-dessus prévues.

Art. 9. — Le Conseil constitutionnel, s'il a constaté l'existence d'irrégularités dans le déroulement des opérations, procédera, le cas échéant, aux annulations et aux redressements nécessaires et proclamera aussitôt après les résultats définitifs du referendum.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 10. — Le texte du projet de loi soumis au referendum

sera imprimé et porté à la connaissance des électeurs par les soins de l'administration.

Art. 11. — Les règles relatives à la campagne pour le referendum seront fixées par décret en Conseil des ministres.

Art. 12. — Sur tous les points qui ne seront pas réglés par le présent décret ou qui n'auront pas été réglés par les textes qu'il prévoit, les dispositions du code électoral relatives aux élections générales seront applicables ainsi que celles des textes correspondants en vigueur dans les territoires d'outre-mer.

Art. 13. — Le Premier ministre, le ministre d'Etat, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des armées et le secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 1960.

Charles de GAULLE.

Par le Président de la République :

Michel DEBRE — Robert LECOURT — Louis JOXE —
Edmond MICHELET — Pierre CHATENET — Maurice
COUVE DE MURVILLE — Pierre MESSMER — Jean FOYER.

ARRETE INTERMINISTERIEL fixant les conditions dans lesquelles les militaires servant dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et dans les territoires d'outre-mer pourront à l'occasion du referendum exercer leur droit de vote au lieu de stationnement de leur unité.

(Du 10 décembre 1960)

Le Premier ministre, le ministre d'Etat, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le ministre de l'intérieur, et le ministre des armées,

Vu le code électoral et les dispositions correspondantes applicables dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 60-1306 du 8 décembre 1960 portant organisation du referendum,

Arrêtent :

Article 1er. — Dans chaque formation militaire située dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et dans les territoires d'outre-mer, il sera établie une ou plusieurs listes d'émargement des électeurs militaires de tous grades et des personnes habilitées à résider avec eux inscrits sur une liste électorale autre que celle de la commune sur laquelle stationne la formation militaire.

Art. 2. — Les listes d'émargement militaires devront comporter l'indication des nom, prénoms, domicile date et lieu de naissance de chaque électeur.

Pour figurer sur ces listes, les intéressés devront être régulièrement inscrits sur la liste électorale d'une des communes visées par les articles 11, 12, 13 et 14 du code électoral.

Art. 3. — Notification de l'inscription sur la liste d'émargement militaire sera faite immédiatement par les soins de

l'autorité militaire au maire de la commune sur la liste électorale de laquelle l'électeur aura déclaré être inscrit.

Mention de cette notification sera portée au regard du nom de l'électeur sur la liste d'émargement militaire.

Art. 4. — Dès réception de la notification, le maire de la commune destinataire portera en face du nom de l'électeur intéressé sur la liste électorale et sur la liste d'émargement utilisable pour le scrutin du referendum une mention spéciale.

Dans le cas où l'électeur ne figurerait pas sur la liste électorale, le maire en avisera sans délai l'autorité militaire qui l'a saisi.

Art. 5. — La veille du scrutin, l'autorité militaire arrêtera définitivement les listes d'émargement des électeurs appelés à voter sur place et les remettra au maire de la commune du lieu de garnison ou, en cas de déplacement de l'unité, de la commune d'un lieu de stationnement occasionnel.

Dans ce dernier cas, les listes pourront à titre exceptionnel être remises le jour du scrutin.

Si plusieurs bureaux de vote sont constitués dans une même commune les listes d'émargement militaires pourront être adaptées à cette situation et divisées en autant de fractions qu'il est prévu de sections de vote.

Art. 6. — Les militaires et les personnes habilitées à résider avec eux inscrits sur les listes d'émargement militaires exerceront leur droit de vote à l'occasion du referendum sur justification de leur identité.

Art. 7. — Le Premier ministre, le ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le ministre de l'intérieur et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 1960.

Le Premier ministre,

Pour le premier ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Pierre RACINE.

Le ministre des armées,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Casimir BIROS.

Le ministre d'Etat,

Pour le ministre d'Etat et par
délégation :

Le directeur du cabinet,
Michel JOBERT.

Le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes,

Pour le ministre et par délégation :

Marcel BLANC.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Georges GALLICHON.

DÉCRET n° 60-1319 portant adaptation aux départements et territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 60-1318 du 8 décembre 1960 fixant les conditions dans lesquelles les partis politiques pourront participer à la campagne en vue du referendum.

(Du 12 décembre 1960)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat,

Vu le décret n° 60-1318 du 8 décembre 1960 fixant les conditions dans lesquelles les partis politiques pourront participer à la campagne en vue du referendum, notamment l'article 5 ;

Le conseil constitutionnel consulté,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Pendant la durée de la campagne dont l'ouverture est fixée au 19 décembre 1960, les partis politiques visés à l'article 4 ci-dessous pourront apposer des affiches non soumises au droit de timbre sur les emplacements spéciaux réservés à l'apposition des affiches électorales selon les règles prévues à l'article 66 du code électoral. Il sera procédé à l'attribution de ces panneaux dans l'ordre de réception au chef-lieu des départements d'outre-mer ou territoires d'outre-mer des demandes présentées dans les conditions fixées audit article 4.

Art. 2. — Chaque parti politique visé à l'article 4 ci-dessous pourra apposer sur les emplacements déterminés à l'article précédent :

1^o. — une affiche de format double carré 0,56 x 0,90 ;

2^o. — une affiche dont les dimensions ne pourront excéder celle de demi carré 0,28 x 0,45, destinées à l'annonce de la tenue de réunions.

Art. 3. — Les partis politiques visés à l'article 4 ci-dessous pourront utiliser la radiodiffusion pour la campagne en vue du referendum.

Le nombre et la durée des émissions qui seront autorisées jusqu'au 5 janvier 1961 inclus seront fixés par arrêté du représentant local du gouvernement de la République.

La commission nommée par le représentant local du gouvernement de la République procédera au tirage au sort de l'ordre dans lequel le temps de parole sera attribué sur l'antenne de la radiodiffusion aux partis politiques régulièrement habilités qui pourront désigner un représentant pour assister à cette opération.

Art. 4. — Pourront être autorisés à user des moyens prévus par le présent décret en vue du referendum, les partis politiques justifiant d'une organisation et d'une action s'étendant à l'ensemble du département ou du territoire d'outre-mer concerné, qui auront adressé une demande en ce sens au représentant local du gouvernement de la République, lequel devra transmettre cette demande au ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer avant le 16 décembre 1960, zéro heure.

Après avoir été soumise au conseil constitutionnel conformément aux prescriptions de l'article 47 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, la liste des partis politiques habilités à user des moyens prévus aux articles ci-dessus sera publiée au *Journal officiel* de la République et aux journaux officiels des territoires d'outre-mer.

Art. 5. — Le ministre d'Etat sera chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 1960.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat,

ROBERT LECOURT.

DECRET n° 60-1324 portant organisation du scrutin pour le referendum.

(Du 13 décembre 1960)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat, du ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre des armées et du secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté ;

Vu la loi n° 56-258 du 16 mars 1956 et l'ensemble des lois qui l'ont modifiée et complétée et notamment l'article 5 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1967 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, modifiée par l'ordonnance n° 59-223 du 4 février 1959 ;

Vu le décret n° 60-1299 du 8 décembre 1960 décidant de soumettre un projet de loi au referendum ;

Vu le décret n° 60-1306 du 8 décembre 1960 portant organisation du referendum ;

Vu le décret n° 60-1252 du 28 novembre 1960 ;

Le Conseil constitutionnel consulté ;

Le Conseil des ministres entendu,

Décède :

TITRE Ier

DATE DU SCRUTIN

Article 1er. — Les électeurs sont convoqués le 8 janvier 1961 en vue de prendre part à la consultation par voie de referendum prévue par le décret du 8 décembre 1960.

Art. 2. — Compte tenu des nécessités du maintien de l'ordre public dans les départements algériens et dans les départements des Oasis et de la Saoura, les préfets pourront, par arrêté et pour des communes nommément désignées, avancer au Vendredi 6 janvier 1961 et au Samedi 7 janvier 1961 la date de la consultation.

Art. 3. — Le referendum aura lieu sur les listes arrêtées selon les dispositions prévues par les articles 1er à 8 du décret n° 60-1252 du 28 novembre 1960 et par le décret n° 60-1300 du 8 décembre 1960.

Art. 4. — Le scrutin ne durera qu'un jour. Il sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures. Toutefois dans les communes où, pour faciliter aux électeurs l'exercice de leurs droits, il paraîtra utile d'avancer l'heure d'ouverture ou de retarder la clôture jusqu'à 20 heures, les préfets ainsi que, dans les départements algériens et dans les départements des Oasis et de la Saoura, les sous-préfets pourront prendre à cet effet des arrêtés qui seront publiés et affichés respectivement dans chaque commune cinq jours au moins avant la réunion des collèges électoraux.

Des dispositions analogues pourront être prises dans les territoires d'outre-mer par arrêtés des représentants du Gouvernement de la République.

TITRE II

**OPERATIONS PREPARATOIRES AU SCRUTIN
ET OPERATIONS DE VOTE.**

Art. 5. — Les règles fixées par les articles 183 à 189 du code électoral, 10 à 20 du décret réglementaire du 2 février 1852 et les dispositions correspondantes applicables dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura et dans les territoires d'outre-mer sont applicables.

Les articles 410 et 415 à 423 du code électoral sont également applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Toutefois, pour l'application des dispositions mentionnées aux deux alinéas précédents, une attestation d'inscription sur les listes électorales pourra tenir lieu de carte d'électeur.

Chaque parti politique habilité à utiliser les moyens prévus par le décret n° 60-1318 du 8 décembre 1960 peut dans les conditions prévues par l'article 82 du code électoral ou par les dispositions correspondantes applicables dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura et dans les départements d'outre-mer, déléguer dans chaque bureau de vote un représentant à l'effet de contrôler les opérations électorales.

TITRE III

RECENSEMENT DES VOTES.

Art. 6. — Sous réserve des dispositions spéciales qui seraient prises en vertu de l'article 12 ci-après, le dépouillement suivra immédiatement la clôture du scrutin. La désignation des scrutateurs est faite dans les conditions prévues pour les élections générales.

Art. 7. — Le nombre d'enveloppes est vérifié. S'il est plus grand ou moindre que celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal. Le président répartit entre les diverses tables les enveloppes à vérifier. A chaque table, un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur ; celui-ci le lit à haute voix. Les réponses à la question posée sont relevées par deux scrutateurs au moins sur les feuilles préparées à cet effet.

Art. 8. — Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul quand les bulletins portent des réponses contradictoires. Les bulletins multiples ne comptent que pour un seul quand ils portent une même réponse.

Art. 9. — Les bulletins de vote autres que ceux fournis par l'administration, les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans une enveloppe non réglementaire, les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance, les bulletins ou enveloppes portant des mentions quelconques n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement. Ils sont annexés au procès-verbal ainsi que les enveloppes non réglementaires et contresignés par les membres du bureau.

Art. 10. — Les résultats sont consignés dans les procès-verbaux rédigés en double exemplaire sur des formulaires spéciaux ; un des exemplaires reste déposé au secrétariat de la mairie, l'autre est transmis immédiatement au président de la commission départementale de recensement.

Art. 11. — Par application des dispositions du décret susvisé du 8 décembre 1960 portant organisation du referendum, les résultats des scrutins communaux sont centralisés par la commission spéciale siégeant au chef-lieu de chaque département. Sous réserve des dispositions qui seraient prises en vertu de l'article 12 ci-après, la commission se compose d'un membre des cours et tribunaux, président, et de deux membres des tribunaux d'instance désignés par le premier président de la Cour d'Appel.

Les procès-verbaux dressés par la commission départementale de recensement sont transmis sous pli scellé et recommandé au Conseil constitutionnel. Y sont joints avec leurs annexes les procès-verbaux des opérations de vote qui portent mention des réclamations présentées par les électeurs.

Art. 12. — Dans les départements algériens, les départements des Oasis et de la Saoura, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de la Réunion et dans les territoires d'outre-

mer, des décrets fixeront en tant que de besoin les aménagements nécessités par l'application des présentes dispositions.

Art. 13.— Le Premier ministre, le ministre d'Etat, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des armées et le secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 décembre 1960.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Michel DEBRE — Robert LECOURT — Louis JOXE —
Edmond MICHELET — Maurice COUVE DE MURVILLE —
Pierre CHATENET — Pierre MESSMER — Jean FOYER.

DÉCRET n° 60-1326 fixant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960 portant organisation du scrutin pour le referendum.

(Du 13 décembre 1960)

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre d'Etat,

Vu le décret 60-1252 du 28 novembre 1960 fixant les règles et les formes de la prochaine révision des listes électorales et portant dérogation temporaire aux dispositions des articles 25 à 28 du code électoral ;

Vu le décret 60-1299 du 8 décembre 1960 décidant de soumettre un projet de loi au referendum ;

Vu le décret 60-1306 du 8 décembre 1960 portant organisation du referendum ;

Vu le décret 60-1324 du 13 décembre 1960 portant organisation du scrutin pour le referendum et notamment les articles 5, 10, 11 et 12 ;

Le conseil constitutionnel consulté,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.— ORGANISATION DU SCRUTIN

Article 1^{er}.— Dans les territoires d'outre-mer, chaque parti politique autorisé à user des moyens prévus par le décret 60-1319 du 12 décembre 1960 a droit, par un de ses membres ou par un délégué, de contrôler toutes les opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de décompte des voix dans chaque lieu de vote, ainsi que d'exiger l'inscription du procès-verbal de toutes observations, protestations ou contestations sur les dites opérations. Le procès-verbal sera signé par les délégués.

Les délégués doivent être inscrits sur la liste électorale de la commune ou de la circonscription administrative.

Les noms des délégués titulaires et suppléants doivent être notifiés trois jours au moins avant l'ouverture du scrutin au maire de la commune ou au chef de la circonscription administrative.

La notification doit obligatoirement comporter leur nom et prénoms, la profession et le domicile, le numéro d'inscription sur la liste électorale ainsi que l'indication du bureau de vote pour lequel ils sont désignés.

Art. 2.— Le président de chaque bureau de vote est désigné dans les conditions fixées par les lois et décrets en vigueur.

Les fonctions d'assesseurs sont remplies par un représentant de chaque parti politique choisi par les délégués prévus à l'article précédent parmi les électeurs sachant lire et écrire, inscrits sur la liste électorale de la commune, ou de la section électorale ou de la circonscription administrative.

Si l'ensemble des représentants des partis politiques omettent de se faire représenter ou encore dans le cas de parti politique unique, les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs inscrits sur la liste électorale du bureau de vote présents à l'ouverture du scrutin et sachant lire et écrire, remplissent les fonctions d'assesseurs.

Si le nombre des assesseurs présents est inférieur à quatre le bureau désigne en tant que de besoin pour remplir les fonctions d'assesseurs un ou plusieurs électeurs sachant lire et écrire inscrits sur la liste électorale du bureau de vote.

Art. 3.— Les opérations de vote et de dépouillement ont lieu en conformité des dispositions des décrets des 3 janvier et 11 avril 1944 tels que modifiés par les textes subséquents.

Art. 4.— Le procès-verbal des opérations du referendum dans chaque bureau est rédigé en deux exemplaires.

Chaque président de bureau de vote les transmet ainsi que les pièces qui doivent y être annexées à l'un d'eux, par la voie la plus rapide, au chef de la circonscription administrative.

L'un des exemplaires du procès-verbal reste déposé dans les archives au chef-lieu de la circonscription administrative, l'autre, avec les pièces y annexées, est transmis sous pli scellé par les voies les plus rapides au président de la commission de recensement du territoire.

Art. 5.— Toutefois lorsque des communes, sections électorales ou circonscriptions administratives comportent plusieurs bureaux de vote des arrêtés des représentants du gouvernement de la République pourront prescrire le recensement des votes de la commune, de la section électorale ou de la circonscription administrative par une commission siégeant au chef-lieu de la circonscription administrative et présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire.

Art. 6.— Le chef de la circonscription administrative transmet télégraphiquement les résultats à la commission de recensement du territoire.

Confirmation en est donnée par pli porté par les voies les plus rapides.

TITRE II.— RECENSEMENT DES VOTES

Art. 7.— Dans chaque territoire est instituée une commission de recensement chargée de centraliser les résultats du scrutin.

Cette commission a son siège au chef-lieu du territoire. Elle est présidée par un magistrat du siège désigné par le président de la cour d'appel ou par le président de la juridiction d'appel en tenant lieu.

Chaque commission comprend outre le président, deux magistrats de l'ordre judiciaire désignés dans les mêmes conditions. Toutefois dans les territoires où le nombre des magistrats du siège est insuffisant le président de la juridiction d'appel peut désigner des fonctionnaires.

Art. 8.— La commission de recensement du territoire transmet télégraphiquement les résultats du scrutin au conseil constitutionnel par l'intermédiaire du représentant du gouvernement de la République.

Les procès-verbaux dressés par cette commission sont transmis sous pli scellé et recommandé au conseil constitu-

tionnel. Y sont joints les procès-verbaux des opérations de vote qui portent mention des réclamations présentées par les électeurs.

TITRE III.— DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 9.— Des arrêtés des représentants du gouvernement de la République fixeront en tant que de besoin les modalités d'application du présent décret.

Art. 10.— Le ministre d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 13 décembre 1960.

Michel DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat,

Robert LECOURT.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 2599 AAE fixant les modalités d'application pour l'organisation du referendum du 8 janvier 1961.

(Du 16 décembre 1960)

Le Gouverneur hors classe de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 sur l'organisation judiciaire en Polynésie française, article 237 ;

Vu le décret n° 60-1299 du 8 décembre 1960 décidant de soumettre un projet de loi au referendum ;

Vu le décret n° 60-1300 du 8 décembre 1960 portant extension à titre exceptionnel de la procédure visée par les articles 34 à 39 du code électoral aux catégories d'électeurs prévues par les articles 12, 13 et 14 dudit code ;

Vu le décret n° 60-1306 du 8 décembre 1960 portant organisation du referendum ;

Vu le décret n° 60-1319 du 12 décembre 1960 portant adaptation aux départements et territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 60-1318 du 8 décembre 1960 fixant les conditions dans lesquelles les partis politiques pourront participer à la campagne du referendum ;

Vu le décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960 portant organisation du scrutin pour le referendum ;

Vu le décret n° 60-1326 du 13 décembre 1960 fixant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960 susvisé ;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. — Le referendum prévu par décret n° 60-1299 du 8 décembre 1960 aura lieu sur les listes électorales arrêtées à la date du 6 janvier 1961, conformément au décret n° 60-1252 du 28 novembre 1960.

Art. 2. — En application des instructions reçues du Département et de l'article 3 du décret n° 60-1306 du 8 décembre 1960, les bulletins de vote mis à la disposition des électeurs seront libellés de la manière suivante :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

REFERENDUM DE JANVIER 1961

OUI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

REFERENDUM DE JANVIER 1961

NON

Les bulletins OUI seront imprimés sur papier de couleur orange.

Les bulletins NON seront imprimés sur papier de couleur verte.

Le format de ces bulletins est 9 x 11.

Art. 3. — En application de l'article 10 du décret susvisé, le texte du décret n° 60-1299 du 8 décembre 1960 décidant de soumettre un projet de loi au referendum, suivi du texte du projet de loi y annexé, sera imprimé par l'administration avec traduction en langue tahitienne, et diffusé à tous électeurs, avec un bulletin « OUI » et un bulletin « NON ».

En raison de la brièveté des délais impartis, il sera procédé à la diffusion de ces documents par distribution non personnelle et à découvert au domicile des électeurs par les soins des maires et des présidents des conseils de districts.

Art. 4. — En application du décret n° 60-1319 du 12 décembre 1960 susvisé, chacun des partis politiques qui en auront fait la demande et qui seront habilités, dans les formes prévues à l'article 4 du même décret, à participer à la campagne en vue du referendum, pourra bénéficier d'une émission de 5 minutes en langues française et tahitienne sur l'antenne de la radiodiffusion (Radio-Tahiti), aux dates des 3, 4 et 5 janvier

1961 ; pour l'ordre dans lequel les partis politiques seront admis à utiliser le temps de parole qui leur est attribué, il sera procédé par tirage au sort par les soins d'une commission composée de :

MM. Maglioli, magistrat *président*
Mathieu, attaché de la F.O.M. *membre*
Prieur, agent de la R.T.F. *membre*

Les partis politiques habilités pourront désigner un représentant à cette commission.

Art. 5. — Il est constitué un bureau de vote dans chaque commune et dans chaque district, siégeant soit à la mairie, soit à la chefferie ou à l'école du district suivant l'usage et la convenance.

Art. 6. — Sous réserve de l'alinéa suivant, les sections de vote sont celles prévues à l'arrêté n° 928 AAE du 13 mai 1960 fixant certaines modalités de l'élection du député de la Polynésie à l'Assemblée Nationale à la date du 26 juin 1960.

Une nouvelle section de vote est créée à Parea, district de Tefarerii, île de Huahine.

Art. 7. — Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures, sauf dans la commune de Papeete où il sera ouvert à 7 heures, en application de l'alinéa 2 de l'article 4 du décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960.

Art. 8. — Pour participer au referendum, les électeurs feront usage des cartes électorales délivrées en 1960 (série millésimée 1960).

En application de l'alinéa 3 de l'article 5 du décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960, une attestation d'inscription sur les listes électorales pourra, en cas de perte, tenir lieu de carte d'électeur.

Art. 9. — Les partis politiques autorisés à user des moyens prévus par le décret n° 60-1319 du 12 décembre 1960 ont droit à contrôler le déroulement des opérations électorales dans les conditions prévues à l'article 1er du décret n° 60-1326 du 13 décembre 1960.

Art. 10. — Sous réserve des dispositions des alinéas 3, 4 et 5 de l'article 2 du décret n° 60-1326 du 13 décembre 1960, les règles prévues pour les élections générales sont applicables au referendum tant en ce qui concerne la présidence et la composition des bureaux de vote que le déroulement du scrutin et la désignation des scrutateurs.

Art. 11. — (Décret n° 60-1324 du 13 décembre 1960) :

« Article 6. — Le dépouillement suivra immédiatement la clôture du scrutin ».

« Article 7. — Le nombre d'enveloppes est vérifié. S'il est plus grand ou moindre que celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal. Le président répartit entre les diverses tables les enveloppes à vérifier. A chaque table, un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur ; celui-ci le lit à haute voix. Les réponses à la question posée sont relevées par deux scrutateurs au moins sur les feuilles préparées à cet effet.

« Article 8. — Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul quand les bulletins portent des réponses contradictoires. Les bulletins multiples ne comptent que pour un seul quand ils portent une même réponse ».

« Article 9. — Les bulletins de vote autres que ceux fournis par l'administration, les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans une enveloppe non réglementaire, les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance, les bulletins ou enveloppes portant des mentions quelconques n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement. Ils sont annexés au procès-verbal ainsi que les enveloppes non réglementaires et contresignées par les membres du bureau ».

Art. 12. — En application des articles 4 et suivants du décret n° 60-1326 du 13 décembre 1960, le procès-verbal des opérations de referendum dans chaque bureau est rédigé en double exemplaire.

Le premier exemplaire accompagné des feuilles de pointage, des enveloppes et des bulletins non décomptés comme non valides, contresignés des membres du bureau, est adressé au Gouverneur pour la commission de recensement, sous pli scellé et au moyen d'une enveloppe ad hoc, par les soins du maire ou du président du conseil de district. Le deuxième exemplaire est adressé, pour archives, au chef de la circonscription administrative et, dans les communes, conservé à la mairie.

Les résultats sont immédiatement télégraphiés au Gouverneur et aux chefs de circonscriptions administratives qui centraliseront et confirmeront les résultats pour leurs circonscriptions.

Art. 13. — La commission de recensement chargée de centraliser les résultats du scrutin, instituée par l'article 7 du décret n° 60-1326 du 13 décembre 1960, est composée de :

MM. Bonneau, président du tribunal
supérieur d'appel *président*
Tinseau, président du tribunal
d'instance *membre*
Maglioli, juge d'instruction *membre*

Dispositions diverses

Art. 14. — Pendant toute la journée du 8 janvier 1961, aucune boisson alcoolique, même d'alimentation, à emporter ou à consommer sur place, ne pourra être vendue ou consommée dans un lieu public.

Art. 15. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 16 décembre 1960.

A. GRIMALD.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 2548 PEL du 9 décembre 1960. — Les commissions appelées à siéger en commission d'avancement ou en conseil de discipline des cadres supérieur et secondaire des postes et télécommunications, des cadres supérieurs de la météorologie et de la topographie, sont composées de la façon suivante pour l'année 1961 :

CADRES SUPÉRIEUR ET SECONDAIRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

CADRES SUPÉRIEURS DE LA MÉTÉOROLOGIE ET DE LA TOPOGRAPHIE

Représentants de l'administration :

Le chef du service du personnel p.i., délégué du secrétaire général,	Président
Le directeur de l'office des postes et télécommunications p.i.,	Membre
Le chef du service météorologique,	"
Le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du cadastre,	"

Représentants du personnel (cadres supérieur et secondaire des postes et télécommunications):

M ^{lle} Lagarde Anna, contrôleur en chef de 1 ^{re} cl.,	Membre
M. Delamare René, vérificateur en chef de 4 ^e cl.,	»
M ^{me} Teihotua Valentine, contrôleur ppal de 6 ^e cl.,	»
M ^{me} Chave Louise, contrôleur ppal de 6 ^e cl.,	»

Représentants du personnel (cadre supérieur de la météorologie)

Météorologistes en chef

M. Klima Rudolphe, météorologiste en chef de 3 ^e cl.,	Membre
M. Delamare René, vérificateur en chef de 4 ^e cl., à défaut de second météorologiste en chef non proposable,	»

Météorologistes principaux

M. Teriierooiterai Victor, météorologiste en chef de 3 ^e cl.,	Membre
M. Klima Rudolphe, météorologiste en chef de 3 ^e cl.,	»

Météorologistes

M. Teriierooiterai Victor, météorologiste en chef de 3 ^e cl.,	Membre
M. Klima Rudolphe, météorologiste en chef de 3 ^e cl.,	»
M. Kilian Robert, météorologiste ppal de 6 ^e cl.,	»
M. Handerson Georges, météorologiste ppal de 6 ^e cl.,	»

Représentants du personnel (cadre supérieur de la topographie):

Géomètres en chef

M ^{lle} Lagarde Anna, contrôleur en chef de 1 ^{re} cl.,	Membre
M. Delamare René, vérificateur en chef de 4 ^e cl., à défaut de géomètre en chef non proposable,	»

Géomètres principaux et géomètres

M. Lehartel Benjamin, géomètre en chef de 2 ^e cl.,	Membre
M. Frogier Henri, géomètre en chef de 4 ^e cl.,	»
M. Cros Jean, géomètre en chef de 4 ^e cl.,	»
M. Pere Aimé, géomètre ppal de 6 ^e cl.,	»

Par décision n° 2552 PEL du 9 décembre 1960.— La commission appelée à siéger en commission d'avancement ou en conseil de discipline du cadre supérieur de la santé, est composée de la façon suivante pour l'année 1961:

Représentants de l'administration

Le médecin-colonel Morin	Président
Le chef du service du personnel p.i.	Membre
Le pharmacien-capitaine Collet	»
Le capitaine d'administration Teste	»

Représentants du personnel

M. Sanford Eugène, infirmier en chef de 2 ^e cl.	Membre
M ^{me} Teinauri Rosa, sage-femme en chef de 3 ^e cl.	»
M ^{me} Pennamen Laurence, infirmière ppale de 2 ^e cl.	»
M. Teamotuaitau Euxène, infirmier ppal de 2 ^e cl.	»

AVIS OFFICIELS

SERVICE DES DOUANES

Papeete, le 9 Décembre 1960.

Le Chef du Service des Douanes, Président de la Commission d'expertise des vanilles

à

Messieurs les Présidents des Comités locaux de Surveillance des vanilles des districts de Tahiti et Moorea

Objet: Calendrier des ventes de vanille pour 1961.

J'ai l'honneur de vous soumettre pour avis le projet ci-après de calendrier des ventes de vanille verte pour 1961. Les ventes devront avoir lieu aux dates et heures réservées à chaque district.

Comme les vanilles ne sont pas mûres dans tous les districts dès le mois de Janvier, les Présidents devront me prévenir 8 jours à l'avance pour Tahiti, 12 jours pour Moorea de la date de la première coupe.

A titre d'exemple, si la vanille n'est pas mûre à Papara pour le 3 Janvier et si la première vente est envisagée, pour le 24 Janvier, le Président doit me le faire savoir avant le 16 Janvier.

Dans le présent calendrier, les coupes de chaque district sont espacées de 21 jours. Certains districts de faible production ont l'habitude de supprimer une coupe en cours d'année, pour attendre 21 jours de plus. Dans ce cas, il y a lieu de m'aviser de la suppression de la coupe 8 ou 12 jours à l'avance pour Tahiti ou Moorea.

Vous voudrez bien me faire parvenir vos observations dans les huit jours, le calendrier devant être publié d'urgence.

Les producteurs de vanille devront être invités à apporter leur récolte à l'heure prévue, sous peine de se la voir refuser. Cette discipline est nécessaire pour faciliter le travail des comités qui n'a d'autre but que l'amélioration du produit.

L. TOQUE.

Te Raatira o te Service des Douanes, Peretiteni no te Tomite hiopoa vanira i Papeete,

i te mau

Peretiteni o te mau Tomite hiopoa vanira i te mau mataeinaa i Tahiti e Moorea

Tumu: Kalena no te hooraa vanira no te matahiti 1961.

Te faatae atu nei au mai te ani atu e ia faaite mai outou i to outou manao, te Kalena faataaraa i te mau mahana hooraa vanira i te mau mataeinaa; Kalena opua hia no te matahiti 1961. E hinaaro hia ia tupu te mau hooraa vanira i te mahana e te hora i faataa hia no te mataeinaa taitahi. No te mea aita e vanira para i roto i te avae Tenuare i te mau mataeinaa, na te mau peretiteni ia a faaite mai e 8 mahana (no to Tahiti nei) e 12 mahana (no to Moorea) na mua a'e i te mahana papu ta ratou i manao o te tapu-raa matamua i te vanira.

Mai teie te huru, mai te peu e aita te vanira e para i Papara i te 3 no Tenuare, e mai te peu e faataa hia te mahana hooraa matamua no te 24 no Tenuare e faaite mai ia te peretiteni ia'u na mua a'e i te 16 no Tenuare.

I roto i teie nei Kalena, ua faataa hia te tapuraa vanira i roto i te mataeinaa taitahi, i te mau 21 mahana atoa. Te vai nei te mau mataeinaa aore i rahi te vanira, tei matau i te faaore i te hoe tapuraa i roto i te matahiti o te tiai faahou e 21 mahana i muri. Ia opua noa hia'tu e na reira, a faaite mai ia'u e 8 e aore ra 12 mahana na mua a'e (no Tahiti e Moorea).

A faatae anae mai i ta outou mau hioraa i roto i na mahana e 8, te hinaaro hia nei e nenei haa oioi teie Kalena i roto i te mau vea o te fenua nei.

Te ani hia'tu nei ia afai te mau fatu vanira i ta ratou vanira i te mahana e te hora i faataa hia ; ia mairi te taime ra e patoi hia ia ta ratou vanira. E ture tia roa teie no te faahie raa i te ohipa a te mau tomite teie e titau nei ia maitai te vanira.

L. TOQUE.

CALENDRIER

des ventes de vanille verte par district

ILES TAHITI ET MOOREA

Année 1961.

JANVIER

TAHITI

Mardi	3	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	4	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	5	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	6	Tautira	8 »
Lundi	9	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	10	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	11	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	12	Tiarei	8 »
Vendredi	13	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	17	Papetoai	8 heures
Mercredi	18	Paopao	8 »
Jeudi	19	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	20	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	24	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	25	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	26	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	27	Tautira	8 »

Lundi	30	Arue	14 heures
		Pirae	16 »
Mardi	31	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »

FEVRIER

TAHITI

Mercredi	1	Mahina	8 heures
		Papenoo	9 »
Jeudi	2	Tiarei	8 »
Vendredi	3	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	7	Papetoai	8 heures
Mercredi	8	Paopao	8 »
Jeudi	9	Vaiare	8 »
		Afareaitu	14 »
Vendredi	10	Haapiti	8 »

TAHITI

Mardi	14	Papara	8 heures
		Paea	14 »
Mercredi	15	Mataiea	8 »
		Papeari	14 »
Jeudi	16	Afaahiti	8 »
		Pueu	14 »
Vendredi	17	Tautira	8 »
Lundi	20	Arue	14 »
		Pirae	16 »
Mardi	21	Mahaena	8 »
		Hitiaa	10 »
		Faaone	14 »
Mercredi	22	Mahina	8 »
		Papenoo	9 »
Jeudi	23	Tiarei	8 »
Vendredi	24	Toahotu	8 »
		Vairao	9 »
		Teahupoo	14 »

MOOREA

Mardi	28	Papetoai	8 heures
-------	----	----------	----------

(Suite dans le Journal officiel du 31 décembre 1960)

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Calendrier pour l'année 1961

Prix en feuille : 5 fr.

Code de la route

Edition 1960

Prix broché : 40 francs